

La lente dérive droite du Parlement européen

Tous les cinq ans, les élections au Parlement européen conduisent à modifier peu ou prou les équilibres au sein des institutions européennes⁽¹⁾. De ce point de vue le scrutin de juin dernier montre que même si la « grande coalition » maintient largement sa majorité, les extrêmes droites conservatrices et nationalistes poursuivent leur progression.

Marie-Christine VERGIAT, membre du comité national de la LDH

Les élections européennes qui se sont déroulées du 6 au 9 juin dernier ont montré tout d'abord une participation qui repart doucement à la hausse, pour la deuxième fois consécutive (51,7% contre 50,95% en 2019), alors qu'elle était en constante diminution depuis 1979 (62%), descendant jusqu'à 42,61% en 2014. Mais c'est une participation moyenne recouvrant de grandes différences selon les pays (en hausse plus ou moins significative dans huit pays⁽²⁾ et en baisse dans autant⁽³⁾).

S'agissant des résultats du scrutin, ils n'ont guère fait mentir les pronostics, même si la progression attendue quasiment partout dans l'Union européenne (UE) des extrêmes droites et droites extrêmes (les

« L'affaiblissement de la majorité alternative dite de centre gauche est le danger le plus important de la nouvelle composition du Parlement européen. »

différencier s'avérant de plus en plus difficile) est sensiblement moins forte que prévue. La grande coalition composée, depuis l'origine de la construction européenne, de la « droite classique » (Parti populaire européen-PPE), des libéraux (ex-ALDE, devenu Renew en 2019 sous la pression d'E. Macron) et des socialistes (Alliance progressiste des socialistes et des démocrates-S&D), bien qu'affaiblie, devrait pouvoir continuer à dominer assez largement les institutions européennes et en particulier le Parlement européen (PE). En témoignent les négociations des « *top jobs* » de l'UE⁽⁴⁾, malgré les tentatives de Giorgia Meloni de faire admettre dans la cour des grands le parti « conservateur » européen (Conservateurs et réformistes européens-CRE). Cette coalition devrait quand même encore compter quatre-vingt-un députés, auxquels les Verts rêvent de s'adjoindre, soit une belle majorité au regard des sept-cent-vingt parlementaires européens⁽⁵⁾. C'est plutôt l'absence de majorité alter-

native dite de centre gauche qui devient inatteignable. En effet, sur les questions relatives aux droits et libertés, et plus largement aux questions sociétales, des majorités se sont souvent constituées en allant des libéraux à la gauche européenne, en passant par les écologistes et les socialistes. L'exemple le plus probant est la bataille menée sans discontinuer par le Parlement européen contre les dérives illibérales de Viktor Orbán, même si la Commission et surtout le Conseil ont longtemps refusé la moindre sanction. On l'a vu également jusqu'en 2019, sur les questions migratoires, puisque le précédent Pacte européen sur l'asile et l'immigration avait été largement bloqué par cette majorité alternative « progressiste ». L'adoption du nouveau Pacte juste avant les élections européennes montre son affaiblissement, et c'est là le danger le plus important de la nouvelle composition du Parlement européen.

Montée en puissance des extrêmes droites

De fait, le PE subit une lente dérive droite. La quasi-impossibilité aujourd'hui de différencier les parlementaires d'extrême droite en fonction du groupe auquel ils se rattachent le montre. Cela relativise la moindre progression qu'attendue des extrêmes droites, d'autant qu'elles seront confortées lors des votes par certains membres du PPE et par un nombre non négligeable de non-inscrits (NI). La bataille est rude entre les trois groupes politiques qui se les disputent désormais⁽⁶⁾, à savoir CRE et les deux nouveaux

(1) Voir l'analyse des élections antérieures par la même autrice dans *Hommes & Libertés* n° 167 (septembre 2014) et n° 187 (septembre 2019).

(2) Ces augmentations peuvent résulter dans certains pays du couplage avec des élections nationales.

(3) Le taux de participation le plus faible est en Hongrie (21,5%) et le plus élevé en Belgique (89%), mais le vote est obligatoire comme au Luxembourg (82,29%).

(4) Sont ainsi nommés les principaux postes de l'UE que se répartissent les forces de la grande coalition : présidences de la Commission, du Parlement européen, du Conseil européen et poste de haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

(5) Les chiffres donnés dans cet article sont pour l'essentiel ceux du Parlement européen à jour au 11 juillet 2024 mais peuvent encore changer de façon plus ou moins importante avant la mise en place du nouveau Parlement mi-juillet.

(6) L'importance des groupes politiques est une clé de la vie parlementaire, telle la répartition des postes importants et des places dans les commissions, mais aussi les temps de parole et l'attribution des rapports.

groupes : « Patriotes pour l'Europe », créé à l'initiative de Viktor Orbán sur les cendres d'Identité et démocratie (ID), et « Europe des nations souveraines » (ESN), fondé à l'initiative d'Alternatives pour l'Allemagne (AfD) – récemment exclu d'ID par M. Le Pen – et d'autres petits partis avec comme points communs d'être euroseptiques, climatoseptiques, xénophobes et adeptes de la théorie du « *grand remplacement* »⁽⁷⁾.

Le groupe « Patriotes pour l'Europe », avec quatre-vingt-quatre membres, devance les « conservateurs » du groupe CRE (soixante-dix-huit membres) et devrait devenir la troisième force du Parlement européen, renvoyant Renew à la cinquième place. V. Orbán a finalement réussi à attirer le Rassemblement national (RN) en échange de l'octroi de la présidence du groupe à Jordan Bardella. Il devrait regrouper, outre les trente membres du RN et les dix Hongrois du FIDESZ⁽⁸⁾, les sept Tchèques du parti populiste de l'ancien Premier ministre tchèque Andrej Babiš, l'ANO (ils viennent de quitter Renew), les six Autrichiens du parti d'extrême droite FPÖ, les six Néerlandais du Parti pour la liberté (PVV) et d'autres.

Quant au groupe CRE fondé par les conservateurs britanniques en 2009, voulant

alors se démarquer du PPE, jugé trop pro-européen dans une alliance contre nature, au moins à l'époque, avec les Polonais du PiS (Droit et justice), il s'est fortement extrême-droitisé en allant régulièrement à la pêche aux parlementaires pour augmenter le nombre de ses membres, sans être très regardant sur les positions politiques des uns et des autres. Il sera dominé par les vingt-cinq élus du parti de Giorgia Meloni, Fratelli d'Italia, contre cinq auparavant, et devrait comprendre notamment les Vrais Finlandais, les Démocrates suédois, le parti flamand Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA)⁽⁹⁾ ainsi que quatre des cinq élus de la liste « Reconquête! »⁽¹⁰⁾.

La création de « Patriotes pour l'Europe » semble rendre caduque toute idée de voir se rapprocher les deux groupes d'extrême droite, CRE et ID, car malgré leur proximités de plus en plus évidentes sur nombre de sujets, ils demeurent fondamentalement opposés sur le positionnement par rapport à la Russie (la guerre en Ukraine n'en étant qu'une conséquence). Cela devrait rester un obstacle assez insurmontable notamment pour le PiS polonais, sans compter les frères ennemis de tel ou tel pays, tels La Liguia et Fratelli d'Italia.

Se posera aussi la question du « cordon sanitaire » mis en place jusqu'alors autour d'ID, l'empêchant d'accéder aux postes de responsabilités du PE qui, si elle peut donner bonne conscience à certains, n'a guère de sens pour les seuls membres d'ID aujourd'hui, fussent-ils devenus « Patriotes pour l'Europe ». Mais la création d'ESN peut changer les choses.

Les libéraux et écologistes à la peine

Les S&D et le PPE gardent des effectifs à peu près constants, sachant qu'ils ont fait largement les frais de la recomposition politique postérieure à l'arrivée des pays de l'ex-bloc soviétique. Ainsi, le PPE comptait deux-cent-quatre-vingt-quinze membres en 2004 et les S&D deux-cent-trente-deux (ils avaient alors la majorité absolue à eux seuls). Ils en ont l'un et l'autre environ cent de moins aujourd'hui. Les membres du PPE sont également de plus en plus touchés par les dérives de leurs membres, à l'instar de celles des Républicains qui se sont toujours situés sur l'aile droite de ce groupe. Les grands perdants sont les libéraux et les écologistes européens, Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE), qui

« Le Parlement européen subit une lente dérive droitiste. La quasi-impossibilité aujourd'hui de différencier les parlementaires d'extrême droite en fonction du groupe auquel ils se rattachent le montre. Cela relativise la moindre progression qu'attendue des extrêmes droites. »

avaient tous deux fortement progressé en 2019, signe de la forte instabilité politique régnant dans nombre de pays européens. Les « libéraux » de Renew Europe, où siègent les parlementaires de la majorité présidentielle française, devraient perdre vingt-deux membres, passant de quatre-vingt-dix-neuf à soixante-dix-sept. Le départ inattendu des sept élus de l'ANO les ont conduits, malgré des contestations internes, à maintenir en leur sein le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VDD), à l'origine de la coalition gouvernementale à quatre aux Pays-Bas, comprenant le parti d'extrême droite de Geert Wilders, ami de Marine Le Pen. C'est Renew Europe qui subit la plus lourde perte, dont le statut de troisième groupe politique du PE.

Le groupe des Verts devrait, lui, passer de soixante-et-onze à cinquante-trois élus et de la quatrième à la sixième place, conséquence des revers en France (moins sept) et en Allemagne (moins huit).

Le Groupe de la Gauche au Parlement européen (The Left-GUE/NGL), dont on annonçait l'éclatement⁽¹¹⁾, se renforce, passant de trente-sept à quarante-six membres avec l'intégration de huit Italiens du Mouvement 5 étoiles-M5S (présent au PE depuis 2014, le M5S avait déjà tenté de rejoindre la GUE/NGL ou les Verts⁽¹²⁾, sans succès⁽¹³⁾). Le groupe s'enrichira aussi de l'arrivée de Damien Carême qui réussit son pari de changer de groupe pour continuer à défendre les droits des personnes migrantes, de Carola Rackete, célèbre capitaine de navire allemande qui avait forcé le blocus italien de Matteo Salvini en juin 2019, de Mimmo Lucano, ancien maire

(7) C'est d'ailleurs dans ce groupe ESN que siègera Sarah Knafo, seule élue de la liste « Reconquête! » restée fidèle à E. Zemmour.

(8) Le parti du Premier ministre hongrois n'a été suspendu du PPE qu'en 2019 et n'en est plus membre seulement depuis 2021. V. Orbán a refusé que ses élus siègent au groupe CRE, au motif de la présence en son sein d'un parti ultranationaliste, l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR), qu'il a dénoncé comme anti-Hongrois.

(9) La N-VA est courtisée par le PPE et d'autres changements de groupes peuvent encore intervenir.

(10) Les députés Nicolas Bay (ex-FN), Guillaume Peltier, Laurence Trochu ont suivi Marion Maréchal dans sa rupture avec Eric Zemmour.

(11) Avec la tentative de Sahra Wagenknecht, dissidente de Die Linke, de créer un nouveau groupe de gauche radicale.

(12) Leurs votes ont souvent été alignés sur ceux de ces deux formations.

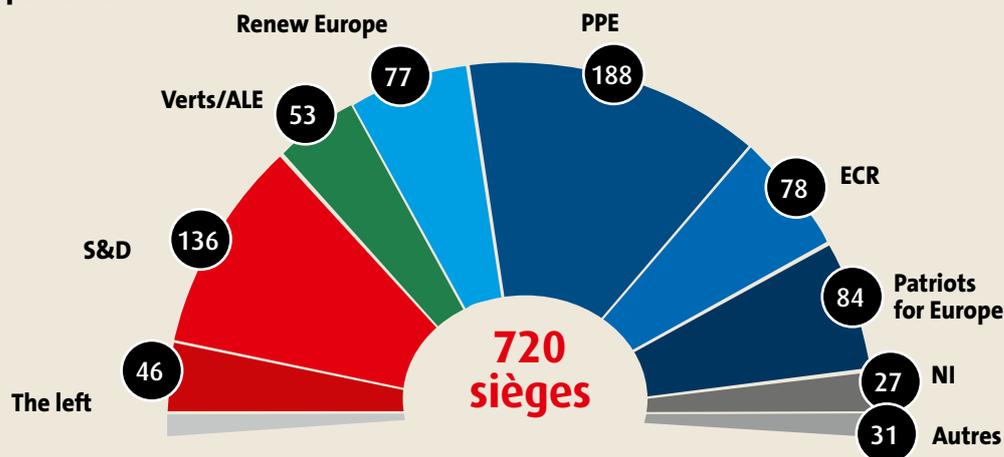
(13) En 2014, ils s'étaient résignés à rejoindre le parti du Brexit de Nigel Farage (EFDD) et en 2019, après le Brexit et leur accord de gouvernement avec la Liguia de M. Salvini, ils ont subi un purgatoire les amenant à siéger chez les non-inscrits.

(14) I. Salis et M. Lucano ont été élus sur la liste de l'Alliance des Verts et de la gauche (AVS), regroupant depuis 2022 plusieurs petits partis italiens.

(15) Elle devrait être remplacée à mi-mandat par un socialiste.

(16) V. Orbán occupe en effet depuis le 1^{er} juillet, et pour six mois, la présidence tournante du Conseil.

Parlement européen 2024-2029 Résultats provisoires



Composition du parlement européen à partir des résultats provisoires disponibles publiés après la fin du scrutin dans tous les Etats membres, fondé sur la structure du Parlement sortant. Selon le règlement intérieur du Parlement, un groupe politique est composé d'au moins 23 membres élus dans au moins 7 Etats membres.

SOURCE: VERIAN, POUR LE PARLEMENT EUROPÉEN

Les grands perdants des élections au Parlement européen sont les libéraux et les écologistes européens, Verts/Alliance libre européenne, qui avaient pourtant tous deux fortement progressé en 2019; un signe de la forte instabilité politique qui règne dans presque tous les pays européens.

de Riace, lui aussi poursuivi par le patron de la Ligua et enfin de la militante antifasciste italienne, Ilaria Salis⁽¹⁴⁾. Cette dernière a rejoint le Parlement européen presque directement depuis la prison de Hongrie où elle était incarcérée depuis février 2023, accusée d'avoir agressé deux militants néonazis lors d'une manifestation.

Le nouveau Parlement européen se mettra en place le 16 juillet avec l'élection de son nouveau bureau. Sa présidence devrait être conservée pour deux ans et demi encore par la Maltaise Roberta Metsola (PPE)⁽¹⁵⁾. Il pourrait procéder dès le lendemain à l'élection de la présidente de la Commission, validant sans doute le choix du Conseil européen de fin juin. En effet, même si les chefs d'Etat et de gouvernement se sont répartis les postes et notamment les fameux « top jobs » lors du Conseil européen de fin juin, le Parlement européen doit les valider, à l'exception de celui de président du Conseil, pour lequel a été désigné pour deux ans et demi l'ancien Premier ministre socialiste por-

tugais Antonio Costa. En 2019, Ursula von der Leyen n'a été élue qu'avec neuf voix de majorité; certains parlementaires ont ainsi contesté le choix du Conseil d'imposer sa candidate (sous la pression principalement d'E. Macron) et non le « Spitzkandidat », c'est-à-dire le candidat du parti arrivé en tête des élections, comme le voulait la procédure mise en place en 2014.

Une démocratie européenne complexe

A l'automne, les commissions parlementaires compétentes du PE auditionneront l'ensemble des personnes proposées par U. von der Leyen pour les postes de commissaires européens, dont celui de haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (dernier des quatre « top jobs »), pour qui le Conseil a proposé la Première ministre estonienne, Kaja Kallas. Celle-ci a obtenu ce poste en échange de sa renonciation à celui de secrétaire général de l'Otan, attribué au Premier ministre néerlandais, lui aussi

libéral, Mark Rutte (ceci explique cela). L'Estonienne est connue pour son aversion à l'égard du Kremlin et son soutien inconditionnel à l'Ukraine. Elle a d'ailleurs immédiatement critiqué V. Orbán lorsque celui-ci s'est déplacé à Moscou, le 5 juillet dernier : « A Moscou, [il] ne représente en aucun cas l'UE ni ses positions. Il exploite la position de présidence de l'UE⁽¹⁶⁾ pour semer la confusion. »

Les auditions des vingt-six candidats commissaires (un par pays moins la présidente) sont loin d'être du simple formalisme. Il n'est pas rare de voir certains candidats rejetés ou leur portefeuille recadré comme ce fut le cas, pour ne prendre que les derniers exemples, en 2019, de la socialiste roumaine, Rovana Plumb, aux transports, ou du Hongrois László Trócsányi, au voisinage et à l'élargissement.

La Commission sera alors en état de fonctionner et de se mettre au travail, tout comme le Parlement européen, et les sujets à mettre rapidement sur la table ne vont pas manquer.

Cette mise en place peut paraître difficile à comprendre d'autant que, par certains aspects, on peut y voir des petits jeux de chaises musicales ne grandissant pas les dirigeants de l'UE, mais c'est aussi le jeu de la démocratie en son sein, avec des équilibres politiques et géographiques complexes.

Enfin, la situation politique de la France risque d'empêcher notre pays de peser efficacement sur le futur de la construction européenne, ne serait-ce que pour la désignation du commissaire européen français, qui risque d'être compliquée. ●

« Le groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE) s'est fortement extrême-droitisé en allant régulièrement à la pêche aux parlementaires pour augmenter le nombre de ses membres, sans être très regardant sur les positions politiques des uns et des autres... »